

Les luttes agricoles de 1906-1908 : premier conflit social du xx^e siècle dans les campagnes de l'Aisne

Dans l'Aisne, à l'exception de quelques études consacrées aux grèves agricoles de la période du Front populaire, la vie, les aspirations et les luttes des ouvriers agricoles n'ont jusqu'à présent que peu intéressé les historiens. D'ailleurs, ces grèves qui éclatent en 1936 et en 1937, parallèlement à celles des ouvriers de l'industrie, sont perçues comme une manifestation exceptionnelle de mécontentement de la part d'une catégorie sociale généralement considérée comme plutôt passive¹. Cette conception rejoint la vision conservatrice des organisations professionnelles agricoles pour qui les grèves n'avaient pu éclater qu'avec l'intervention de meneurs le plus souvent étrangers à l'agriculture, venus détruire « l'harmonie de la grande famille de la terre ».

En réalité, il existe une longue tradition de luttes sociales dans les campagnes de l'Aisne. Qu'on se rappelle par exemple les « bacchanales » de la fin de l'Ancien Régime et des premières années de la Révolution, ces grèves de moissonneurs qui rassemblaient plusieurs centaines d'hommes et de femmes pour contraindre les fermiers à accepter leurs revendications salariales².

A suivi pendant tout le xix^e siècle une ère de paix sociale. On peut penser que l'exode rural, en jouant le rôle d'exutoire, a permis d'éliminer les éléments les plus revendicatifs. Il n'empêche que les tensions sociales entre les fermiers et leurs ouvriers restent toujours présentes. Ainsi en 1866, M. Mennechet, juge de paix à Moÿ, remarque qu'il a « fréquemment [...] à juger des différends entre patrons et ouvriers »³.

Avant que la seconde révolution agricole avec la généralisation de la mécanisation ne réduise drastiquement les effectifs des salariés agricoles, la première moitié du xx^e siècle est marquée par une série de durs conflits sociaux. À trois reprises en moins de quarante ans, plusieurs régions de l'Aisne sont concernées. Dix ans après les événements déjà signalés plus haut à l'époque du Front popu-

1. Pour les luttes pendant le Front populaire, voir Frédéric Stévenot, « Debout les damnés de la terre. Les grèves agricoles dans l'Aisne 1936-1937 », *Mémoires de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne*, t. XXXVI, 1991, p. 145-168. Voir également: J. M. Chevallier *et al.*, *Les moissons rouges. 1936 en Soissonnais*, 1986.

2. Dans l'Aisne, le mouvement des moissonneurs touche les régions de Neuilly-Saint-Front, La Ferté-Milon, le Soissonnais (Saint-Pierre-Aigle, Chaudun), Château-Thierry et Dizy-le-Gros. Voir Jean Liéveaux, « Les grèves de moissonneurs dans l'Aisne en 1791 », *Annales historiques compiègnaises*, janvier 1981, p. 7-17 ; Maurice Dommanget, « Les grèves de moissonneurs du Valois sous la Révolution », *Annales historiques de la Révolution française*, 1924.

3. *Enquête agricole, deuxième série, Enquêtes départementales, Aisne, Pas-de-Calais, Nord*, Imprimerie impériale, 1867, p. 289.

laire, les grèves qui éclatent durant l'été 1947 et au printemps 1948 mettent en mouvement des ouvriers agricoles plus nombreux qu'ils ne l'avaient été en 1936-1937⁴. Mais trente ans auparavant, entre 1906 et 1908, on avait déjà assisté à un premier réveil du prolétariat agricole axonais avec la naissance des premiers syndicats ouvriers et le déclenchement de nombreuses grèves.

On s'intéressera ici à ce premier temps fort des luttes sociales dans les campagnes de l'Aisne, à la situation sociale et économique des ouvriers agricoles au début du xx^e siècle, aux formes prises par le mouvement et à l'attitude des fermiers employeurs tout en recherchant dans quelle mesure il constitue pour les deux périodes suivantes une sorte de matrice.

Comme lors des deux mouvements qui ont lieu ensuite, celui de 1906-1908 se déroule dans une période de grande agitation sociale et politique. L'année 1906 est marquée par l'adoption de la Charte d'Amiens par la CGT en octobre, par le progrès de la gauche aux élections législatives de mai, et par le début d'une vague de grèves dans tous les secteurs de l'industrie et dans les services publics. Les ouvriers agricoles du nord de la France ne sont pas en reste : des grèves éclatent en Brie, dans le Multien et dans le Valois.

Dans l'Aisne, deux régions se signalent par leur effervescence. Au nord du département, il est fait état de créations de syndicats à Bohain, Nauroy, Lesdins, Fonsomme et Essigny-le-Petit⁵. Une grève des betteraviers qui dure quatre jours éclate dans quatre fermes de Bohain, en juin 1907⁶. Deux puissants syndicats voient le jour dans les communes d'Origny-Sainte-Benoîte et de Macquigny, qui est le théâtre d'une longue et dure grève de 51 jours en mars-avril 1908⁷. La zone principale de l'agitation, toutefois, se situe dans la partie du département où les structures agricoles sont les plus concentrées. Deux grands syndicats sont mis sur pied dans la région de Neuilly-Saint-Front et dans le Soissonnais. Les deux syndicats s'affilient à la Fédération des syndicats ouvriers agricoles et similaires de la région du nord de la France⁸. On trouve également des allusions à un syndicat à Laon, bien qu'il ait laissé peu de traces. Le syndicat de Neuilly-Saint-Front compte jusqu'à 700 adhérents et mène une grève importante en juin 1907. Bien plus active encore, l'Union des syndicats ouvriers de l'arrondissement de Soissons. Elle a le soutien du député radical-socialiste Émile Magniaudé qui la fait connaître grâce au journal de son parti, *Le Démocrate soissonnais*, dont le rédacteur en chef, René Bruneteaux, fait fonction de secrétaire.

4. Une grève générale des ouvriers agricoles d'une journée a lieu en juillet 1947. L'année suivante, un conflit éclate impliquant 5 à 6 000 ouvriers dans 120 communes. Il dure deux semaines à Séraucourt-le-Grand, Montescourt, Lehaucourt et Guise et une semaine dans certaines communes du Soissonnais, Fère-en-Tardenois et Vivières. C'est une défaite pour le syndicat. En novembre 1949, il y a des conflits à Fresnoy-le-Grand, Croix-Fonsommes, Montrehain, Nauroy, Aisonville, Magny-la-Fosse et Liez. 1950 voit d'autres grèves à Omissy, Fayet, Magny-la-Fosse, Lesquielles-Saint-Germain, etc.

5. *Le Socialiste*, 29 mars 1908.

6. *Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Statistiques des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1907*, Imprimerie nationale, 1908.

7. *Le Socialiste*, 29 mars 1908.

8. J. Bled, « Le mouvement des ouvriers de la Brie », *Le Mouvement socialiste*, février 1907, p. 167.

Le syndicat de Soissons est directement issu des élections législatives de mai 1906, au cours desquelles des ouvriers agricoles viennent en grand nombre assister aux réunions électorales d'Émile Magniaudé où ils exposent leurs revendications. Afin de contribuer au renforcement de leur base parmi les ouvriers de culture, les radicaux-socialistes décident d'organiser un syndicat, peut-être poussés par la crainte que, s'ils ne le faisaient pas, les socialistes, qui avaient commencé à s'implanter dans le Soissonnais, en prendraient, eux, l'initiative. Après des réunions d'information en juillet 1906, une conférence pour fonder le syndicat se tient en septembre, en présence de 400 personnes. Au cours de l'hiver qui suit, des réunions ont lieu à Loupeigne, Cuiry-Housse, Cuisy-en-Almont, Chavignon, Chacrise, Juvigny et Retheuil-Tailfontaine dans le but de créer des sections locales. En avril 1907, le syndicat compte 732 adhérents dans plus de 30 communes, et ce nombre ne fait que croître, pour atteindre 1 000 en septembre 1907⁹.

Les cahiers de revendications des différents syndicats d'ouvriers agricoles de l'Aisne sont semblables pour l'essentiel ; ils réclament une augmentation des salaires, la limitation de la durée de la journée de travail et une procédure d'arbitrage qui régisse les différends avec les cultivateurs. Le syndicat de Soissons établit également un bureau de placement, et un fonds de solidarité qui verse des allocations en cas de chômage et d'accident.

Communes représentées lors de l'assemblée générale du syndicat de Soissons d'avril 1907 :

Soissons, Crouy, Pommiers, Courmelles, Leury, Juvigny, Chacrise, Septmonts, Missy-aux-Bois, Chaudun, Ambrief, Rozières, Villemontoire, Nampteuil-sous-Muret, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes, Cramaille, Branges, Arcy-Sainte-Restitue, Cuiry-Housse, Jouaignes, Lesges, Serches, Chavignon, Vailly, Berzy-le-Sec, Noyant-et-Aconin, Cuisy-en-Almont, Tartiers, Nouvron-Vingré, Vézaponin, Épagny, Bagneux, Bieuxy, Ambleny, Saint-Bandry, Coevres, Cutry, Laversine, Dommiers, Pernant et Mercin.

On trouve aussi des traces de l'existence de membres du syndicat à Loupeigne, Lhuys, Bruys, Mareuil-en-Dôle, Saconin-et-Breuil, Oulchy, Braine, Largny.

⁹. *Le Démocrate soissonnais*, 19 septembre 1906, 1^{er} mai et 23 septembre 1907.

Les racines du conflit

L'émergence du syndicalisme moderne et l'apparition des mouvements de grève dans l'agriculture de l'Aisne étaient à la fois liées à la situation sociale et politique mais aussi aux modifications des relations sociales dans les grandes exploitations, modifications qui furent des plus profondes dans la région de Soissons et de Neuilly-Saint-Front. En premier lieu, la crise agricole des années 1880 avait conduit à la concentration des exploitations. De plus en plus de manouvriers (petits paysans qui cultivaient un lopin de terre en même temps qu'ils louaient leurs services aux gros cultivateurs du secteur), dans l'incapacité de joindre les deux bouts, étaient contraints de quitter la terre ; leurs parcelles, pour la plupart, se trouvaient intégrées aux grandes exploitations. L'activité des compagnies sucrières, en regroupant un certain nombre de grosses fermes, accéléra aussi la concentration¹⁰. Dans le même temps, la réduction de l'effectif des manouvriers autochtones hâta la transformation de la main-d'œuvre agricole en un prolétariat au sens moderne du terme. En 1906, une part importante des ouvriers agricoles n'étaient pas propriétaires et, de surcroît, bon nombre d'entre eux n'avaient aucune attache avec la commune. À Dammard, par exemple, sur les dix-neuf domestiques qui travaillaient à la ferme Potel, dix n'étaient pas originaires de l'Aisne : six d'entre eux venaient de la Nièvre et un de la Haute-Garonne. Et sur les seize manouvriers et journaliers, cinq seulement étaient issus de familles autochtones¹¹.

En second lieu, les relations sociales dans les grosses fermes commençaient à ressembler à celles qui valaient entre patrons et ouvriers dans l'industrie. Non seulement l'habitude de partager sa table avec les ouvriers avait disparu de longue date, mais dans beaucoup de fermes, le cultivateur avait largement pris ses distances, et depuis longtemps, par rapport aux travaux agricoles. Il ne s'occupait que de la gestion, et employait souvent un contremaître pour superviser le fonctionnement de la ferme. En outre, de plus en plus, les gros cultivateurs montraient tous les signes d'un train de vie bourgeois. En 1906, à Dommiers, M. Renard employait une bonne, une institutrice particulière et une cuisinière¹². Le mécontentement social se nourrissait du contraste qu'observaient les ouvriers entre cette richesse, ces privilèges et leur propre condition.

La revalorisation des salaires dans l'agriculture était un peu restée à la traîne après les réductions imposées lors de la crise agricole. Les ouvriers étaient payés à la journée, et non pas à l'heure, et les journées pouvaient aller de 4 heures 30 du matin jusqu'à 8 heures du soir et même davantage pendant la moisson¹³. Souvent, le salaire d'un homme diminuait au-delà de son quarante-cinquième anniversaire¹⁴. Les femmes recevaient un peu plus de la moitié du salaire d'un

10. Gilles Postel-Vinay, *La rente foncière dans le capitalisme agricole*, Paris, François Maspero, 1974, p. 190-191.

11. Arch. dép. Aisne, arch. com. déposées Dammard, 1 F 1.

12. Arch. dép. Aisne, arch. com. déposées Dommiers, 1 F 1.

13. *Le Démocrate soissonnais*, 15 juin 1906.

14. Ce fut le cas, par exemple, à la ferme exploitée par M. Bouvet à Tartiers en 1906.

homme. Dans certaines fermes, pas dans toutes, les ouvriers avaient congé le dimanche, mais seulement après s'être occupés du bétail. Toutefois, le congé hebdomadaire n'était absolument pas généralisé. Les bergers travaillaient dimanches et fêtes, et ils étaient contraints de nourrir leurs chiens sur leurs propres deniers. Lors de la grève à Macquigny, les ouvriers revendiquaient le droit d'avoir congé le dimanche, mais seulement après avoir soigné les chevaux. Ils réclamaient aussi que les domestiques ne soient plus tenus pour « responsables des accidents survenus à leurs attelages ni des détériorations involontaires aux outils qui leur sont confiés »¹⁵. Travailler dans l'agriculture était un métier dangereux, pourtant les cultivateurs étaient parvenus à repousser l'introduction de la législation sur l'assurance accidents.

Troisièmement, une grande partie des ouvriers avait perdu l'indépendance relative dont avaient joui leurs prédécesseurs. Les conflits entre cultivateurs et ouvriers avaient été une constante de la vie rurale dans les zones de grande culture durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Les manouvriers habitaient d'ordinaire leur propre logement et ils avaient les qualifications requises pour accomplir tout l'éventail des tâches agricoles, ce qui leur conférait un certain pouvoir de marchandage et une relative indépendance vis-à-vis de l'employeur. Ainsi en 1866, d'après M. Delval cultivateur et maire d'Autremencourt, « les ouvriers sont [...] moins soumis et moins respectueux que par le passé ». À la même époque, le maire d'Essigny-le-Grand signale que « les ouvriers ne donnent plus la même somme de travail [...] cela tient à leur esprit d'indépendance »¹⁶. Un ouvrier dont les revendications n'étaient pas satisfaites quittait systématiquement la ferme et cherchait du travail chez un autre cultivateur. La migration massive vers les villes (l'exode rural) peut aussi être comprise comme un des signes de la protestation contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail dans l'agriculture.

Vers la fin du XIX^e siècle, les plaintes des cultivateurs à propos de « l'instabilité » de la main-d'œuvre agricole s'amplifièrent. Ils étaient de plus en plus tributaires d'ouvriers qui n'avaient aucune attache à la terre, et qui, par conséquent, pouvaient quitter la ferme ou la commune à la recherche de salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. En même temps qu'ils renouvelaient régulièrement auprès du gouvernement leur demande d'introduction d'un livret pour les ouvriers agricoles, les cultivateurs prirent eux-mêmes toute une série de mesures pour tenter d'assurer la pérennité d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Dans de nombreuses fermes, une retenue sur salaire fut instaurée qui serait perdue si des domestiques quittaient la ferme avant le terme de la période pour laquelle ils avaient été embauchés. L'une des revendications lors de la grève qui éclata en octobre 1907 à la ferme de Confrécourt fut la suppression « d'une retenue de 5 francs... tous les mois pour s'assurer de l'assiduité de ses ouvriers »¹⁷. On comprend l'importance que revêt cette question pour le cultiva-

15. *Le Combat*, 4 avril 1908.

16. Enquête agricole de 1867, p. 265 et 268.

17. *Le Démocrate soissonnais*, 18 octobre 1907.

teur quand on sait qu'il était prêt à des concessions sur les salaires mais refusait tout compromis sur la retenue.

La stratégie principale des employeurs consista à attacher les ouvriers à la terre en créant un lien de dépendance sous la forme d'un logement et d'un lopin de terre à cultiver. L'effet de cette tendance est décrit par un ouvrier agricole, un certain Saphel, en 1906 : « Nous connaissons, dans le Soissonnais, des gros cultivateurs qui accaparent toutes les propriétés et vont jusqu'à acquérir des jardins... La presque totalité des maisons ouvrières de certains villages appartiennent au cultivateur de l'endroit... Ils louent alors à ceux qu'ils emploient... Comment voulez-vous que l'ouvrier qui a ensemencé un carré de terre, ne subisse pas, sans oser murmurer, toutes les injustices, tous les mouvements d'humeur de son patron ? Il sait que du jour au lendemain, il peut non seulement perdre son emploi, mais se voir, lui et sa famille, jetés dans la rue... »¹⁸. Tout en liant employé et employeur, un tel dispositif implique également que des bas salaires peuvent être maintenus parce que les ouvriers travaillent effectivement sur leur temps libre pour produire de quoi assurer une partie de leur subsistance¹⁹.

Le rang des ouvriers dans la société et leur manque d'indépendance engendrent un sentiment d'impuissance qui, parfois, s'exprime par des gestes de vengeance contre les biens d'un cultivateur ou contre sa production, une tradition qui remonte à la Révolution et même au-delà. Lors de la seule session de novembre 1906 de la Cour d'assises de l'Aisne, trois ouvriers agricoles sont jugés. Louis Eugène Duval, manouvrier de 64 ans, est condamné à trois ans d'emprisonnement pour avoir mis le feu à deux meules appartenant à un cultivateur de Venizel. Ce dernier l'avait renvoyé mais avait « retenu une somme de 4 francs 50 sur son salaire ». Le suivant, Édouard Daussin, 35 ans, écope de 7 ans de réclusion pour « incendie volontaire ». On explique à la Cour que c'était « par rancune contre un de ses anciens patrons qu'il est devenu incendiaire... ». Choqué par la sentence, le jury formule un « recours en grâce... en raison de la gravité de la peine ». C'est peut-être l'extrême sévérité de cette sentence qui explique pourquoi, dans la dernière affaire, qui concerne un homme de 24 ans également poursuivi pour « incendie volontaire », l'accusé est jugé non coupable. Même si de tels actes individuels se répètent (on peut trouver des exemples jusqu'à la veille du Front populaire et même plus tard), l'apparition d'un prolétariat agricole, au sens moderne du terme, a permis de jeter les bases d'une tentative de réponse collective pour améliorer la situation des ouvriers.

Caractéristiques des grèves de 1907-1908

Comme cela sera le cas en 1936, les cultivateurs sont d'abord surpris par le développement des syndicats d'ouvriers agricoles et refusent d'engager des

18. *Id.*, 10 juin 1906.

19. G. Postel-Vinay, *La rente foncière...*, *op. cit.*, p. 176.

négociations avec eux. Dans une lettre adressée à *l'Argus soissonnais*, le maire de Maast-et-Violaine qui exploite la ferme de Maast décrit ce qui s'est passé dans sa ferme :

« À 4 heures et demie du matin, quatre ouvriers agricoles, étrangers à mon exploitation, m'ont remis... le tarif des revendications du Syndicat [...]. J'ai refusé catégoriquement d'entrer en pourparlers avec ces quatre personnes [...]. Quant à mes ouvriers, je leur ai laissé la liberté de quitter le travail et ai offert de payer à chacun son dû [...]. Le vendredi [...], deux ouvriers étrangers sont venus à nouveau me voir, je n'ai pas voulu leur répondre. Aussitôt neuf de mes ouvriers sur 16 ont quitté le travail, malgré mon insistance, ils ont refusé que je les règle et ont quitté la ferme »²⁰.

Cette lettre illustre deux points. D'abord elle montre qu'en 1907, les cultivateurs s'attendent toujours à ce que les conflits avec leurs ouvriers se règlent de la manière traditionnelle, c'est-à-dire par le départ des ouvriers qui ont des revendications. Elle fournit ensuite quelques indications sur le fonctionnement du syndicat. Les délégués qui présentent les revendications au cultivateur viennent de fermes avoisinantes. Les membres du syndicat à la ferme de Maast ne traitent pas directement avec leur employeur par crainte de représailles. En revanche, leur engagement syndical apparaît quand ils cessent le travail immédiatement après le refus du cultivateur de négocier avec les délégués la seconde fois.

Ce refus des cultivateurs de discuter avec le syndicat provoque une série de grèves dans le Soissonnais. La première éclate suite à la réunion du syndicat d'Arcy-Sainte-Restitue le 8 mai 1907. Les revendications qu'il présente portent sur une augmentation des salaires d'environ 15 %. Après des tentatives de négociations demeurées infructueuses, des arrêts de travail se produisent dans trois fermes à Arcy et dans d'autres fermes à Crouttes, Nampteil-sous-Muret et Branges le 13 mai. Après quelques jours, la grève gagne Maast-et-Violaine où elle est totale dans quatre fermes. On signale également de l'agitation à Chacrise, Cramaille et Vauxcéré. C'est à Maast que la grève est la plus forte, car la population villageoise affiche sa solidarité avec le mouvement. Dans *Le Démocrate soissonnais* on lit que « plusieurs petits cultivateurs se sont offerts pour soutenir les grévistes et leur donner du pain au besoin ». Des saisonnières qui travaillent aux betteraves sont particulièrement « exaspérées contre l'attitude des cultivateurs [...] [et] vingt-cinq d'entre elles se [font] inscrire [...] au syndicat »²¹. Un accord est conclu le 22 mai après l'intervention du juge de paix. Le salaire des employés domestiques passe de 90 à 100 francs par mois, tandis que les journaliers obtiennent une augmentation qui fait passer leur salaire quotidien de 2 francs 75 à 3 francs 50. La paye pour les betteraviers est aussi augmentée de 10 %.

Ces tarifs deviennent rapidement la référence pour les revendications des ouvriers dans tout le Soissonnais et au-delà. On voit même des ouvriers non syndiqués réclamer des augmentations. C'est ainsi qu'à la ferme exploitée par le

20. *L'Argus soissonnais*, 30 mai 1907.

21. *Le Démocrate soissonnais*, 19 mai 1907.

maire de Vregny, « quelques ouvriers de la ferme [...] [déclarent] leur intention de ne plus travailler de 5 heures du matin à 7 heures du soir pour cinquante sous »²². Dans certaines communes, les augmentations sont acceptées par les cultivateurs, sans conflit. À Lesges, par exemple, un employeur rassemble ses ouvriers et leur accorde des augmentations conformes aux exigences des syndicats. Ailleurs, des cultivateurs font preuve d'obstination et de nouveaux conflits surviennent. À Pernant, des ouvriers interrompent le travail lorsqu'un cultivateur « [jette] la feuille de revendications présentée par ses ouvriers en disant : "Vous pouvez vous [...] essayer avec..." »²³. Le plus long conflit dans le Soissonnais dure 13 jours et implique 80 ouvriers dans des fermes de Saconin-et-Breuil. Tout comme à Maast, les ouvrières jouent un rôle majeur dans cette grève. Dans la ferme tenue par le maire de la commune, 17 des 22 ouvriers permanents cessent le travail, ainsi que 30 betteraviers saisonniers, en grande majorité des femmes de la région. Au bout d'une semaine, le maire accepte de négocier. Un gros cultivateur de Breuil demeure intransigeant. Dans un élan de solidarité, les ouvrières et ouvriers de Saconin font don de leur augmentation aux grévistes jusqu'à ce qu'ils obtiennent, eux aussi, satisfaction après intervention du juge de paix²⁴.

C'est alors qu'une grève de grande ampleur éclate dans la région de Neuilly-Saint-Front. D'une durée de cinq jours (du 12 au 16 juin), elle touche les fermes de Chouy, Marizy-Sainte-Geneviève, Marizy-Saint-Mard, Dammard, Montgru et Passy. Il est fait état de 500 participants, bien que ce chiffre soit vraisemblablement exagéré²⁵. Des concessions sont obtenues à Marizy et dans plusieurs fermes à Chouy, mais dans la plupart des cas, les cultivateurs tiennent bon et après une semaine, les grévistes retournent au travail sans avoir obtenu d'améliorations significatives. En réalité, la grève de Neuilly-Saint-Front marque un tournant. Elle démontre que les cultivateurs sont désormais mieux organisés et moins accommodants face aux revendications des ouvriers.

« Cultivateurs..., nous entreprenons la lutte »

Le 20 juillet 1907 paraît la déclaration suivante :

« Depuis bientôt dix mois notre population ouvrière est travaillée par des meneurs orgueilleux qui l'excitent contre nous, cultivateurs. Leurs revendications portent pour l'instant sur la question des salaires, et l'augmentation demandée est un très lourd sacrifice que beaucoup d'entre nous ne pourront supporter longtemps. Ces exigences cachent le vrai but du syndicat ouvrier qui est, il faut bien le dire, le démembrement des grandes exploitations. La grève a déjà sévi dans

22. *Id.*, 14 juin 1907.

23. *Id.*, 7 août 1908.

24. Ministère du Travail, *Statistiques des grèves*, 1907, p. 8-11.

25. *Le Démocrate soissonnais*, 16 juin 1907. Néanmoins, le rapport du ministère du Travail faisant état de seulement 102 grévistes est sûrement sous-estimé, parce qu'il ne tient aucun compte des ouvrières saisonnières impliquées.

notre belle contrée ; à l'approche de la moisson, nous en sommes menacés de nouveau. Que va-t-il advenir ? [...] [Il faut] former une association dans le but de nous unir pour opposer à la masse des ouvriers un groupe plus compact encore de cultivateurs de l'arrondissement. Nous entreprenons la lutte et espérons en sortir vainqueurs...

H. Leroux... L. Beauquesne fils... »²⁶.

Le vocabulaire utilisé dans cette déclaration de guerre des classes par les gros cultivateurs du Soissonnais présente une troublante similitude avec d'autres déclarations faites lors du mouvement de grève du Front populaire. Dans les deux cas, les revendications des ouvriers agricoles pour obtenir des améliorations limitées étaient qualifiées de « révolutionnaires » et considérées comme une menace pour les bases même de la production agricole. On y trouve de la même façon le paternalisme hypocrite qui refusait aux ouvriers le droit d'être représentés par un syndicat, alors qu'au même moment, les cultivateurs renforçaient leurs propres organisations et leur représentation.

L'opposition des employeurs aux syndicats d'ouvriers s'organise sur plusieurs fronts. Avec l'aide de l'Église, une campagne est lancée pour instaurer des syndicats mixtes s'adressant aux cultivateurs et aux ouvriers. Un de ces syndicats est organisé à Juvigny où une réunion sur l'initiative du syndicat de Soissons est sabotée par un groupe de cultivateurs. Après lecture de l'ordre du jour par le curé, qui acclame « la formation d'un syndicat mixte, école de fraternité et d'unité et d'union entre tous les citoyens », un « tapage indescriptible » se produit dans la salle et la réunion est levée aux cris de « Vive M. le curé ! Vive les syndicats mixtes ! À bas les révolutionnaires ! À bas Magniaudé ! »²⁷. Un syndicat mixte est bien créé mais a bientôt des ennuis lorsque son président, un ouvrier local, démissionne en signe de protestation contre la façon dont le curé contrôle tous les aspects de son fonctionnement. Une tentative menée par un autre curé pour organiser un syndicat mixte pendant la grève à Arcy-Sainte-Restitue échoue également quand seulement huit personnes se présentent à l'assemblée constitutive.

Les employeurs tentent par ailleurs de briser les grèves en jouant sur les divisions entre les différentes catégories d'ouvriers. L'hétérogénéité de la main-d'œuvre agricole était l'un des obstacles majeurs au développement des syndicats d'ouvriers agricoles. À la fin du XIX^e siècle, l'organisation du travail dans les grandes fermes s'était de plus en plus spécialisée et hiérarchisée. Des postes de contre-maîtres, premiers charretiers, etc., mieux rétribués, étaient pourvus par des ouvriers originaires de la commune. Ces derniers considéraient parfois avec mépris les ouvriers venus de l'extérieur qui occupaient généralement les emplois moins bien considérés, comme celui de bouvier par exemple. La présence d'une main-d'œuvre venue de l'extérieur avait également tendance à contribuer à la création d'une communauté d'identité entre certains ouvriers autochtones, qui étaient

26. *Id.*, 15 septembre 1907.

27. *L'Argus soissonnais*, 22 mars 1907.

propriétaires de leur logement et cultivaient un lopin de terre, et les cultivateurs. C'est le même phénomène qui est encore observé en 1936 quand des cultivateurs parviennent à recruter pour le compte des Syndicats professionnels français associés au PSF (Parti social français) du colonel de La Roque une partie des ouvriers indigènes. En 1906 les divisions furent atténuées par le recrutement d'équipes d'ouvriers belges ou cambrésiens (les Camberlots) pour le travail saisonnier dans la récolte des betteraves. Avec leur réputation de loyauté, ces ouvriers étaient, selon le syndicat, « le moyen employé par les gros cultivateurs [...] pour mater les Français »²⁸. Un des aspects les plus importants du syndicalisme ouvrier agricole en 1906-1907, surtout dans la région de Soissons et de Neuilly, fut de parvenir, du moins en partie, à unifier les ouvriers agricoles autour de l'idée que tous, indépendamment de leur spécialisation professionnelle ou de leur origine, avaient un intérêt commun. En 1936-1937, une telle unité, spécialement entre une grande partie des ouvriers français et polonais, au sein desquels il y avait de nombreuses tensions les années précédentes, va servir d'assise au mouvement de grève.

Cette unité entre ouvriers du cru et étrangers apparaît clairement lors de la grève qui éclate le 16 octobre 1907 à Confrécourt. Cette grève est puissante, avec la participation des domestiques, des journaliers du village et des betteraviers belges ; des augmentations de salaires sont accordées après trois jours de négociations. L'implication des ouvriers belges suscite ces commentaires dans *Le Démocrate soissonnais* : « Le temps n'est pas si éloigné où MM. les gros cultivateurs menaçaient leurs ouvriers syndiqués de les remplacer par des Belges et des ouvriers du Nord. Ces messieurs escomptaient à tort la docilité des camarades belges ou cambrésiens qui, il faut leur rendre cette justice, n'ont jamais travaillé au-dessous du tarif syndical et ont toujours fait preuve de solidarité dans les conflits »²⁹. En outre, les « étrangers » commencent aussi à présenter leurs revendications de leur côté, parallèlement à celles des ouvriers locaux. Ainsi, en octobre également, « les betteraviers étrangers de M. Tartiers de Valpriez viennent de plier bagage devant le refus du cultivateur de leur accorder une augmentation de salaire de 5 francs »³⁰.

La principale arme des cultivateurs contre le syndicat est la menace et la pratique délibérée de la répression à l'encontre des syndicalistes militants. Lorsque des ouvriers présentent leurs revendications à M. Ferté, à Confrécourt, il répond par des « menaces, revolver au poing »³¹. Dans une ferme à Lesges, deux journaliers, principaux organisateurs du syndicat, sont congédiés. À Tartiers, une famille entière qui vient d'être embauchée et logée est mise à la porte quand le cultivateur découvre que « le père et plusieurs fils [sont] syndiqués »³². À la ferme de M. André à Chaudun, le délégué syndical est également congédié sans préavis. Mais là, les ouvriers s'opposent à cette mesure et exigent qu'il soit réin-

28. *Le Démocrate soissonnais*, 25 juillet 1906.

29. *Id.*, 25 octobre 1907.

30. *Id.*, *Ibid.*

31. *Id.*, 18 octobre 1907.

32. *Id.*, 16 juin et 30 juin 1907.

tégré, menace de grève à l'appui. La grève débute le 17 juin 1907 et s'étend rapidement à toutes les fermes de la commune, impliquant 120 ouvriers, y compris, une fois de plus, les betteraviers belges qui cessent le travail par solidarité. Les cultivateurs de la commune acceptent d'accorder une augmentation de salaire, sans que l'on sache pour autant si le délégué syndical obtient sa réintégration³³.

Le déclin du mouvement

Le syndicat de Soissons maintient son activité tout au long de 1908 et au début de 1909. Un certain nombre de nouvelles sections sont créées, par exemple à Lagny et à Oulchy, et 800 ouvriers restent affiliés à son fonds de solidarité. Fin 1908, le syndicat a distribué 1 400 francs « comme secours de chômage » et payé 1 868 francs à 182 « malades ou blessés » ; ce ne sont pas de petites sommes³⁴. Néanmoins, il est révélateur qu'aucun délégué du syndicat n'assiste au congrès de la Fédération des syndicats d'ouvriers agricoles du Nord en 1909. En fait, depuis la fin 1907, dans le Soissonnais, le syndicalisme est en recul. René Bruneteaux identifie l'origine du problème dans un article paru dans *Le Démocrate soissonnais* : « Il est encore bien des syndiqués de la première heure qui, tout en versant des cotisations depuis longtemps, tout en s'exposant aux mille avanies que les patrons réservent aux militants, n'ont pas vu changer leur situation »³⁵. Le secrétaire du syndicat de Soissons exprimait sa crainte que les ouvriers ne perdent leur confiance dans un syndicat impuissant face à la résistance patronale. Par voie de conséquence, le syndicat s'en trouverait affaibli, les militants seraient davantage exposés à la répression, et ce serait l'amorce de la spirale du déclin.

Le déclin du mouvement est inéluctablement conditionné par le repli général du mouvement ouvrier en France confronté à la répression du gouvernement. La violente hostilité de Clemenceau envers les grèves provoque une nette coupure entre les radicaux et la toute jeune SFIO, qui s'identifie ouvertement au mouvement ouvrier. Ceci a un retentissement particulier pour le syndicat de Soissons au moment où Émile Magniaudé adopte une approche de plus en plus ambiguë de l'activité syndicale, par exemple en s'opposant manifestement au mouvement de grève dans le secteur public. En fait, dès le début, le rôle de Magniaudé dans le mouvement des ouvriers agricoles a été extrêmement contradictoire. Rempli d'une compassion sincère pour la condition ouvrière, dégoûté par l'égoïsme et la mentalité réactionnaire des gros cultivateurs, il s'est fait le champion de la cause des ouvriers agricoles. Néanmoins, il prône ardemment la modération lorsqu'il s'agit d'organiser des grèves : sa principale stratégie consiste à rechercher des améliorations de la condition des ouvriers agricoles par la persuasion et par des pressions exercées sur les employeurs, de même que par la réforme parlementaire. « La grève est un argument quelque peu primitif », avance-t-il lors de l'as-

33. *Id.*, 16 et 19 juin 1907.

34. *Id.*, 28 avril 1909.

35. *Id.*, 23 septembre 1907

semblée générale du syndicat en 1907. « Même quand vous avez cent raisons pour une de vous mettre en grève, faites tout au monde pour l'éviter »³⁶. *Le Démocrate soissonnais* critique les ouvriers de Chaudun pour s'être mis en grève sans rechercher l'approbation officielle du syndicat³⁷. À plus d'un égard, on peut établir un parallèle entre l'attitude d'Émile Magniaudé en 1907 et celle de son successeur comme député de Soissons, Georges Monnet, lequel, en 1936, en tant que ministre de l'Agriculture, intervient pour obtenir de la CGT qu'elle mette un terme au mouvement de grève générale qui, le 20 juillet, a commencé à balayer les campagnes de l'Aisne.

Le changement dans l'équilibre des forces, au profit des employeurs, apparaît nettement lors de la dernière grève déclenchée dans le Soissonnais. Elle débute le 12 mars 1908 et dure six jours. Sur les 59 ouvriers d'une seule ferme à Mont-Saint-Martin, 41 sont impliqués. Il est accordé aux ouvriers une augmentation de salaire de 14 %, mais ils n'obtiennent satisfaction sur aucune de leurs autres revendications portant sur la « fourniture gratuite du logement et d'un terrain potager » et le « libre usage des voitures et chevaux du propriétaire ». De manière très significative, le cultivateur parvient à tirer parti du conflit pour exercer des représailles contre le noyau dur des militants syndicaux de la ferme. La solidarité entre ouvriers ne tient pas et, comme le rapporte le préfet, seulement « 32 ouvriers sur 41 grévistes ont repris le travail. Les autres ont été congédiés par leur patron et vont quitter la commune »³⁸.

La grève de Macquigny

Une dernière grève agricole devait toutefois avoir lieu dans l'Aisne avant la Première Guerre mondiale. Ce fut non seulement la plus longue et la plus dure, mais elle bénéficia aussi d'une certaine notoriété au plan national. Commencée le 25 mars 1908, la grève de Macquigny implique 149 hommes et 49 femmes dans 20 fermes. Elle fait suite à une période d'agitation chez les ouvriers agricoles du Vervinois et du Saint-Quentinois. On voit des assemblées se tenir pour créer des syndicats dans plusieurs communes. Parfois, un nombre important d'ouvriers s'organisent ; par exemple, 190 ouvriers rejoignent un syndicat basé sur la commune de Mont-d'Origny. Le Syndicat des travailleurs de Macquigny et des environs est né en février. Il regroupe 200 ouvriers, c'est-à-dire la quasi-totalité des ouvriers agricoles que comptent les fermes de la commune, grandes, moyennes ou petites.

Bien que le syndicat présente un cahier de revendications incluant la semaine ouvrée de 6 heures du matin à 6 heures du soir en hiver et de 5 heures du matin à 7 heures le soir en été, la grève, comme ailleurs, est axée sur la question du salaire. « Les ouvriers de Macquigny sont incontestablement moins payés que

36. *Id.*, 14 septembre 1907.

37. *Id.*, 23 juin 1907.

38. Arch. nat. F7 12787. Rapport du préfet de l'Aisne, 30 mars 1908.

dans les communes voisines [...] », rapporte le préfet. « Sans l'intransigeance de deux ou trois cultivateurs-patrons [...] l'accord se ferait aisément [...] par une augmentation de salaires très légitime »³⁹. Malgré cet aveu, le préfet manifeste peu de sympathie pour la cause des ouvriers et qualifie la grève de « politique ». On fait porter le chapeau à Ernest Ringuier, le futur député socialiste qui, à l'époque, est conseiller général. Effectivement, les socialistes jouent un rôle important dans le conflit de Macquigny. Ernest Ringuier travaille inlassablement au soutien des grévistes tant dans la commune que dans la région. Des assemblées populaires et des collectes sont organisées aux portes des usines, à Guise et à Saint-Quentin. Le familistère Godin apporte un soutien tout particulier avec 2 500 ouvriers présents lors de la manifestation de soutien aux grévistes⁴⁰. Un autre socialiste en vue, Jean Longuet, écrit sur la grève une série d'articles pour *L'Humanité* ; d'aucuns font la une⁴¹. Jean Longuet fait également un rapport sur la grève à l'occasion du Congrès socialiste de 1909, en tirant plusieurs leçons pour les interventions des socialistes au plan national parmi les ouvriers agricoles. Au niveau communal, la grève est menée par un personnage intéressant nommé Auret, un maréchal des logis en retraite, décoré de la médaille militaire, qui semble aussi être membre de la SFIO.

D'emblée, les cultivateurs sont décidés à briser le syndicat. Ils créent leur propre syndicat et offrent quelques concessions mais uniquement si « les ouvriers [...] [déclarent] renoncer à leur syndicat »⁴². De surcroît, les minces concessions en matière de salaire sont subordonnées aux augmentations du cours du sucre. Les cultivateurs indiquent aussi qu'ils ne se lanceront pas dans des négociations dans lesquelles Ernest Ringuier est impliqué. Après le refus de ce préalable par les ouvriers, les employeurs déclinent deux offres d'arbitrage, l'une du juge de paix et l'autre du conseiller général du canton. D'ailleurs, ils se mettent à recruter des briseurs de grève.

De leur côté les ouvriers sont tout aussi résolus. On met en place une soupe populaire sur la place du village. Presque quotidiennement, musique et drapeau rouge en tête, les ouvriers défilent dans les villages voisins, jusqu'à Guise, pour faire connaître la grève. 150 enfants de grévistes sont évacués de la commune, et des socialistes et des syndicalistes de Guise s'occupent d'eux. Des piquets de grève sont postés sur les voies d'accès à la commune pour empêcher les cultivateurs de faire venir de la main-d'œuvre de remplacement. Des heurts avec la gendarmerie conduisent Ringuier à dénoncer la brutalité des forces de l'ordre⁴³. Lorsque le directeur de la sucrerie de Ribemont arrive par le train, accompagné d'un groupe de jaunes, une manifestation d'ouvriers à la gare de chemin de fer les contraint de s'en retourner par le train suivant⁴⁴. Des rapports de l'époque indiquent à quel point les femmes sont sur le devant de la scène. Le commissaire

39. Arch. nat. F7 12787. *Id.*, 7 avril 1908.

40. *Le Combat*, 4 avril 1908.

41. Par exemple, le 6 avril 1908.

42. Arch. nat. F7 12787. Commissaire spécial de police Saint-Quentin, 9 avril 1908.

43. Rapport du préfet de l'Aisne, 7 avril 1908, *op. cit.*

44. *Le Combat*, 4 avril 1908.

de police de Guise écrit que les cultivateurs ne peuvent faire venir des ouvriers étrangers à la commune, les routes étant gardées par les grévistes et surtout par leurs femmes, lesquelles vont même jusqu'à vérifier si à l'intérieur des voitures il n'y aurait pas d'ouvriers. « Pour indiquer à quel point cette surveillance est faite rigoureusement, j'ai noté qu'un cultivateur a dû introduire dans sa ferme deux ouvriers qu'il avait recrutés, en les cachant dans deux tonneaux »⁴⁵.

Les grévistes espèrent que le mouvement gagnera les communes voisines, mais il reste localisé. Conscients du danger, les cultivateurs de la région, tout en incitant les employeurs de Macquigny à la fermeté, concèdent dans le même temps des augmentations de salaire à leurs propres ouvriers pour prévenir d'éventuelles grèves. Après six semaines, confrontés à l'intransigeance des cultivateurs, les grévistes commencent à chercher du travail ailleurs, dans les fermes avoisinantes et dans les usines. Les cultivateurs, de leur côté, congédient la totalité de la main d'œuvre et se mettent en quête de remplaçants. Avec le départ de 250-300 hommes, femmes et enfants, l'issue de la grève entraîne une modification soudaine et importante de la population de la commune. C'est ainsi que le rideau se referme sur le premier éveil du prolétariat agricole axonais du xx^e siècle. Cependant, une dernière question se pose à propos des grèves de 1906-1908, celle de leur postérité.

L'héritage

L'Aisne est épargnée par le mouvement de grève qui touche plusieurs régions agricoles du Bassin parisien en 1919-1920 : après les dévastations dues à la guerre, il faudra plusieurs années avant que de nombreuses grandes exploitations ne retrouvent leur pleine activité⁴⁶. Dans les années qui suivent, l'embauche sur une grande échelle de main-d'œuvre étrangère contribue à ce que soit « rendue l'autorité aux cultivateurs », et qu'elle leur permette de résister aux « revendications excessives » des ouvriers⁴⁷. Il faut attendre octobre 1935 pour que, lors des premières escarmouches du conflit du Front populaire, 50 ouvriers, permanents et saisonniers, cessent le travail à Prémont.

La situation politique lors du Front populaire donne aux ouvriers agricoles l'espoir de former à nouveau des syndicats et de se lancer dans des actions de grève. La concentration accrue des fermes, la fracture sociale grandissante entre ouvriers et cultivateurs, l'industrialisation des pratiques et, de manière tout à fait frappante, la consolidation d'un prolétariat agricole coupé de la terre : tout ça explique que le mouvement était bien plus général, y compris géographiquement,

45. Arch. nat. F7 12787. Commissaire spécial de police de Saint-Quentin, 9 avril 1908

46. Bien qu'au congrès national de la Fédération de l'agriculture en 1920 il fut dit que l'Aisne était « en train de s'organiser », un seul syndicat était représenté au congrès, celui de la commune d'Étreux dans le nord du département.

47. C'est dans ces termes que la présentaient les fils des cultivateurs dans leurs thèses présentées à l'Institut supérieur agricole de Beauvais. Voir, par exemple, R. Justiniart, *Le Marlois agricole*, thèse agricole, 1924.

que celui de 1906-1908. Après une série de grèves qui commencent à la mi-mai 1936 dans le Vermandois et dans le Saint-Quentinois, le mouvement s'étend à la région de Soissons et de Neuilly-Saint-Front à la mi-juin. Ainsi, les premières régions à rejoindre le Front populaire sont celles précédemment affectées par les grèves de 1906-1908.

Les grèves du Front populaire, particulièrement celles qui ont eu lieu dans les fermes du Soissonnais, sont souvent considérées comme étant de caractère spontané, dans le sens où elles ne se firent pas sur l'initiative d'un syndicat ou d'un parti politique. Mais la spontanéité est un terme dont les historiens doivent se méfier. Les événements historiques ne relèvent pas de la génération spontanée mais ont pour moteur des êtres humains véritables. En 1936, dans chaque ferme, il y avait des hommes sur le devant de la scène qui exprimaient les sentiments de leurs collègues ouvriers, proposaient des actions de grève et organisaient un syndicat. Qui étaient-ils ? Le renouvellement perpétuel de la main-d'œuvre agricole faisait qu'ils étaient d'origines diverses. Chez les ouvriers polonais, les plus jeunes, plus indépendants que leurs aînés vis-à-vis de l'employeur, jouaient le rôle le plus actif. Par exemple, au comité du syndicat de Saint-Pierre-Aigle, on trouve Michel Cossin, un bouvier polonais âgé de 18 ans⁴⁸. Chez les ouvriers français, les meneurs provenaient principalement des plus anciens membres de la communauté villageoise. La plupart n'avaient aucune expérience préalable de l'activité syndicale. Contrairement à d'autres. Et c'est là que le souvenir des événements de 1906-1908 prend toute sa place.

En 1936, à Dommiers, à la ferme Leroux, où les ouvriers se mirent en grève le 20 juin, le délégué syndical était Abel Lemaire, tractoriste. Âgé de 15 ans en 1907, il travaillait sûrement déjà dans les champs, il avait dû écouter les discussions à propos du syndicat quand les ouvriers agricoles fréquentaient l'auberge de sa mère, y prendre part probablement. Saint-Pierre-Aigle aussi était en première ligne lors des grèves de 1936. Ici, c'était Louis Voiret le délégué et le trésorier de la section locale du syndicat. Il avait 21 ans en 1907 et travaillait dans les fermes de la région. Autre délégué à Saint-Pierre-Aigle, Henri Lesueur, qui avait été élevé dans la commune et avait, lui aussi, 21 ans à l'époque des premières grèves⁴⁹. On pourrait citer d'autres exemples. Sans craindre d'exagérer, on peut avancer l'idée que le mouvement de 1906-1908 aide à comprendre une partie de la dynamique de la « spontanéité » de 1936. Un nombre significatif de ceux qui ont reformé les syndicats et appelé leurs camarades à la grève lors du Front populaire étaient des anciens du premier éveil du prolétariat agricole. Autre chose est de savoir s'ils avaient alors à l'esprit le souvenir des journées grisantes de l'été 1907.

John BULAITIS

(Traduction : Jean-Pierre Delmarcelle)

48. Arch. dép. Aisne, arch. com. déposées Saint-Pierre-Aigle, 2 I 4. Liste du bureau du syndicat.

49. *Ibid.*